

Urbanisation et environnement: la ville du present et du futur

Urbanization and the environment: the city of the present and of the future

Yannis TSIOMIS*

RESUMO

Abordagem interdisciplinar da cidade na perspectiva do urbanismo, da arquitetura e dos arquitetos. Novos conceitos e noções para o tratamento da cidade considerando a dimensão ambiental. Relação entre desenvolvimento urbano e meio ambiente. Urbanismo, projeto urbano e desenvolvimento sustentável.

Palavras-chave: urbanização, cidade, meio-ambiente, desenvolvimento urbano, desafios.

ABSTRACT

Interdisciplinary approach of the city under the urbanism, architecture, and architects' perspective. New concepts and notions for treating the city, considering the environmental dimension. Relationship between urban development and the environment. Urbanism, urban project, and sustainable development.

Key-words: urbanization, city, the environment, urban development, challenges.

Quand il y a dix ans Magda Zanoni et Claude Raynaut avec les collègues brésiliens lançaient ce qui est devenu le "Doctorat interdisciplinaire environnement et développement" dans le cadre de la Chaire Unesco, les architectes et urbanistes étaient peu ouverts ou conscients des problèmes que posait déjà le développement urbain à l'environnement et les relations entre l'environnement – au sens large du terme – et le développement des villes.

Tandis que d'autres disciplines s'occupaient de ce thème et des études, des recherches et recherches-actions étaient engagés depuis longtemps dans des laboratoires de recherche et de facultés des Universités, les facultés d'architecture étaient plutôt fermées à cette problématique.

D'un côté donc on avait un épanouissement de recherches sur les questions de développement rural et urbain dans plusieurs disciplines aussi bien des sciences dites "dures" et des sciences humaines, et d'un autre côté une réticence de la part des architectes et urbanistes à se pencher sur cette question qui est devenu depuis, majeure.

Les raisons de cet enfermement sont multiples et je ne prétendrai pas ici de les évoquer toutes de manière exhaustive. Mais je pense ne pas m'éloigner des objectifs de ce colloque en traitant tout d'abord de cette question et ensuite traiter de la ville du présent et du futur en relation avec l'environnement.

* Urbanista e arquiteto. Professor na *Ecole d'Architecture Paris La Villette*.

La formation de l'architecte et l'environnement

Une première raison peut-être située à la formation même de l'architecte. Le champ architectural est vaste mais les facultés d'architecture devraient former des architectes *professionnels capables de construire* c'est à dire de continuer à pratiquer un métier et une profession comme avant, de manière traditionnelle. Au même moment où les mutations des villes, leur extensions inconsidérées, les mutations économiques et technologiques etc. mettaient peu à peu un terme à l'industrialisation héritée des 19^e siècle et 20^e siècle, les architectes ont continué – continuent – à se former et à pratiquer de la même manière qu'avant. On constate donc *une inertie* concernant le monde professionnel de l'architecture et de la formation de l'architecte. Ce phénomène est intéressant d'être analysé car il indique un décalage entre d'une part l'état du monde et son développement et d'autre part un décalage de la demande sociale et des modes de formation. Dans notre cas celui de l'architecte.

Je dirai que l'architecture, champ hybride par excellence, ouvert à tous les autres champs, n'a pas su pourtant saisir la véritable signification de certaines mutations, et n'a pas su modifier les cycles de formation, les contenus d'enseignement, les finalités même de ce métier.

Ce n'est pas que les questions environnementales sont restées aux portes des écoles d'architecture. Il y a eu certainement des nouveaux cours qui se sont penchés sur les questions de l'environnement mais ces cours étaient dispensés par des spécialistes de l'environnement sans rapport évident avec la formation de l'architecte, de la même manière qu'on dispensait dans les facultés de l'architecture la philosophie ou la sociologie mais avec une différence : tandis que certaines disciplines ont su intégrer et s'articuler avec les savoirs architecturaux (la sociologie par exemple), d'autres ont gardé leur statut de formation générale mais annexe par rapport au champ de l'architecture.

Je ne parle pas des architectes et urbanistes de formation qui ont bifurqué et ce sont spécialisés sur les questions environnementales mais *des architectes et urbanistes capables, tout en restant dans leurs compétences, de dialoguer, d'échanger, de contribuer aux côtés des autres disciplines sur les questions du développement urbain.*

Bref il n'y a pas eu un réel travail de construction interdisciplinaire sur les questions de l'environnement et

du développement urbain dans les facultés d'architecture, malgré la tradition d'interdisciplinarité de la formation architecturale sur d'autres domaines.

Comme je l'ai dit je ne vais pas m'attarder sur les raisons de cette situation. Mais il y a plusieurs hypothèses qu'on pourrait avancer aussi bien au niveau interne qu'externe de l'architecture:

Première hypothèse l'inertie des formations des architectes-urbanistes formés dans les facultés d'architecture. Le cursus sont restés les mêmes et les cours n'ont pas sensiblement été modifié par les ruptures de 1968, (introduction de la sociologie, de la philosophie, de l'ethnologie etc...)

Deuxième hypothèse l'inertie de la profession des architectes –une sorte de défense corporatiste- par rapport à l'exercice de la profession. (Et je parle à partir de mon expérience européenne mais je crois qu'au Brésil même la situation n'est pas très différente). En clair la profession et ses structures ont défendu une position de défense d'un certain type d'exercice de la profession – la profession libérale en agence- sans se rendre compte qu'il y a *des métiers de l'architecture et pas seulement un métier de l'architecture.*

La rapidité des mutations de la ville ou plutôt des territoires est *la troisième hypothèse.* En effet le phénomène de métropolisation que les géographes ont appréhendé depuis longtemps s'est accéléré exigeant par là d'autres compétences pour l'appréhender et surtout exigeant un travail interdisciplinaire.

Or les architectes-urbanistes ont été formé sur le modèle de la ville consolidée, la ville historique et le problème qu'ils avaient à affronter était celui du rapport centre/périphérie, de la dislocation de la forme urbaine traditionnelle et non pas le problème du changement d'échelles, de la métropolisation.

Le changement des échelles et les temporalités

Car le véritable problème du développement urbain – et je parle du côté de l'architecture et de l'urbanisme – était en réalité le changement d'échelles, des nouveaux savoirs que nécessitait ce changement d'échelles, les nouveaux outils pour l'appréhender et le traiter et enfin le travail en commun avec les autres disciplines.

En d'autres termes il fallait une nouvelle posture scientifique mais aussi de création. Je m'explique: le

changement d'échelle, le passage à la forme territoriale –à supposer que le travail de l'architecte-urbaniste est la création de cette forme- ne consiste pas au grossissement de l'échelle du 1/2000 (échelle d'appréhension de la ville consolidée) à l'échelle du 1/10000 ou 1/20 ou 50000.

Le passage à ces échelles du territoire exigent d'autres outils et d'autres savoirs pour leur formalisation. Et par formalisation j'entends la capacité d'intervention, le travail prospectif dont le projet formel n'est qu'un pan, une facette.

Or pour cette formalisation le travail interdisciplinaire est indispensable.

Et permettez-moi une parenthèse:

Car c'est aussi à ce niveau que dix ans plus tard je mesure l'originalité de la démarche initiée ici à Curitiba par Raynaut et Zanoni pour la création de ce doctorat.

Dans un texte de 1993, texte de préfiguration du doctorat, Raynaut avait noté deux conclusions pour le travail interdisciplinaire:

- la première est que ce qui peut fonder scientifiquement le champ de l'environnement et la pratique d'interdisciplinarité, c'est l'élaboration initiale d'une problématique; la seconde est que les questions nouvelles, spécifiques à ce champ de recherche, ne peuvent pas naître d'une réflexion interne à chacune des disciplines, mais doivent surgir d'une confrontation entre les approches – confrontation suscitée, au moins dans une phase initiale, par les exigences de la pratique car celle-ci est, par définition, étrangère aux découpages entre disciplines.

En ce sens, pour revenir dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme, cette confrontation entre disciplines dont parle Raynaut, signifie modification du paradigme de l'urbaniste qui est resté la ville consolidée. Par l'élargissement de l'échelle physique on est sommé en tant qu'urbaniste d'élargir le territoire mental, modifier les démarches et les méthodes d'exploration de l'urbain, modifier même les représentations et les outils de représentation.

L'élargissement même des échelles impliquent d'autres mutations dans le travail de l'urbaniste.

- 1) D'un côté nous avons le changement d'échelles inhérentes au développement urbain.
- 2) D'un autre côté nous avons la question des temporalités différenciées qui distinguent les

échelles. Les temporalités de développement de la périphérie de la ville consolidée ne sont pas les mêmes de celui de l'agglomération, de la région, du territoire avec une cohérence de production, de paysage, de modes d'habiter etc. En ce sens l'urbaniste ne peut pas travailler sans l'approche anthropologique aux côtés des autres approches plus "techniques" et de gestion.

- 3) Enfin il y a un troisième paramètre fondamental. Il s'agit de celui des acteurs.

Plus l'échelle change et plus les acteurs se diversifient et avec eux les stratégies. Et lus les stratégies se multiplient et plus le travail de l'urbaniste – transcrit en plan - devient un outil de négociation qui va cristalliser les divergences mais aussi il va servir d'enjeu et enfin de terrain d'entente par des modifications successives. Aux côtés des stratégies et des logiques d'acteurs (la manière dont les politiques, les techniciens, les compétences diverses, les associations d'habitants le territoire etc. appréhendent le développement du territoire) il faut donc aussi ajouter un autre type de temporalités. *Aux côté des temporalités de l'espace il faut ajouter les temporalités des acteurs eux-mêmes. Car chaque acteur a sa propre temporalité.* Par temporalité j'entends ici le temps de rétroaction et d'action des différents acteurs par rapport à un projet de développement ou par rapport à une situation émergente dans le territoire, une situation de développement incontrôlée qui risque d'hypothéquer un avenir.

Echelles, acteurs et temporalités sont donc les trois paramètres qui régissent le développement urbain, et l'urbaniste, à côté des sciences et des technologies qui apportent la connaissance "physique" sur l'état du territoire et de ses ressources, c'est avec l'histoire, l'anthropologie et la sociologie qu'il doit travailler pour "formaliser" le projet futur.

Des apories a propos des établissements humains

Nous assistons aujourd'hui à une prolifération de définitions, de concepts, de notions, de termes, d'hypothèses et de démarches sur l'urbain. Cette prolifération qui a commencé surtout dans la seconde moitié du 20^e siècle est aussi bien indice d'imprécision que d'aporie par rapport aux évolutions de la ville et du territoire. Il ne s'agit plus d'opter pour des doctrines : pour la ville "moderne" du 20^e siècle contre la "cité-jardin" du 19^e siècle, pour ou contre

la ville "traditionnelle". Il ne s'agit pas, non plus, de choisir certaines formes urbaines "centralisées" contre d'autres formes urbaines "dispersées". L'aporie sur le devenir du phénomène urbain provient surtout de la difficulté d'identifier les éléments qui structurent la "ville" en tant que produit et révélateur de civilisation dans sa *dimension matérielle* – et la forme en fait partie – et *immatérielle*. En effet, la "ville" est à prendre ici dans son acceptation première étymologique de "polis", c'est-à-dire en tant qu' "établissement humain" conçu simultanément dans sa dimension physique – avec ses diverses échelles et densités – et sa dimension "politique".

Pourtant malgré les interrogations, les inquiétudes, les certitudes, les tâtonnements et revirements, la ville se fabrique, avec des acteurs, des compétences, des stratégies et des politiques, des cadres bien définis, des lois et, en même temps, des dynamiques qui échappent à tout contrôle.

Pour l'urbanisme il faudrait donc explorer les processus de la conception à la réalisation, à partir d'une question initiale qu'on pourrait formuler ainsi : comment s'articulent les logiques et pratiques d'acteurs, les compétences, et les processus de conception de l'espace ? S'il est vrai que plusieurs recherches théoriques ont abordé cette dernière question, en pratique il faut rendre lisible et visible la matérialité de ces processus : c'est-à-dire la manière dont s'articulent, dans des projets urbains concrets et de toute échelle, les différentes stratégies des acteurs, à commencer par les acteurs politiques. Comment s'articulent aussi les temporalités concernant la décision et la mise en place des projets.

Répetons-le: Acteurs, projet, échelles et temporalités constituent les quatre mots clés pour la compréhension du phénomène urbain. Il faut explorer la fabrication de la ville dans sa matérialité, à travers le projet, à des échelles et selon des temporalités différentes, spécifiques à chaque situation.

L'observation sur le terrain, là où se mènent des projets urbains importants ou moins importants, démontre facilement d'une part que les démarches, tout en gardant leurs spécificités, ne sont ni exclusives ni étanches et, d'autre part, que les problématiques de chaque action de ville sont extrêmement complexes. La "théorie" descend plus souvent qu'on ne le croit sur le terrain. Et, souvent, ce qui est problématique n'est pas la "culture urbaine" en termes de savoir mais son partage.

Pourtant, cette richesse est accompagnée de ce qu'on pourrait appeler une "aporie" sur l'état de la ville et la pertinence des notions utilisées.

De nouveaux concepts et notions

À propos de la terminologie sur la ville un théoricien suisse, André Corboz soulignait, il y a quelques années déjà, que "la quasi-totalité des termes usuels n'est plus adaptée à la réalité dont ils sont censés rendre compte."

Ainsi, "périphérie", "agglomération", et, bien sûr, "ville" apparaissent comme des termes désuets, nous dit A. Corboz, et des néologismes ou de nouvelles définitions ont essayé de mieux cerner la nouvelle situation, depuis la "conurbation" de Patrick Geddes, en passant par la "mégapole" de Jean Gotmann, la "ville diffuse" de Bernardo Secchi, l' "entreville" de Thomas Sieverts, l' "urbain" d'Henri Lefebvre, le "post-urbain" de Françoise Choay et, dernièrement, la "metapolis" de François Ascher et la "ville hypertexte" du même A. Corboz.

Si toutes ces définitions émanent de champs, de disciplines mais aussi d'idéologies et de visions du monde très différents, sinon contradictoires et conflictuels, elles ont pourtant en commun deux constantes transversales: les échelles et les temporalités. En effet, ces définitions et ces approches – qu'elles surgissent de la philosophie, de la géographie, de la sociologie, de l'anthropologie, de la statistique ou de la démographie – impliquent les notions d'échelle et de temps sur fond, cette fois-ci, d'exercice de la démocratie.

Aujourd'hui, ce sont les dissonances et discordances entre les espaces et les temps pluriels, qui posent problème à la vie concrète et les usages, et qui interrogent sur la pertinence des projets urbains qui ont intégré la notion d'environnement mais dans une acception large.

Il ne s'agit plus seulement d'environnement "naturel" en opposition à l' environnement "artificielle" mais *d'environnement matériel et immatériel* (social, culturel etc.).

Mais du côté de l'urbaniste-architecte, s'il est évident qu'il y a plusieurs éléments et paramètres pour la fabrication des territoires, fabriquer l'espace concrètement signifie donner forme à des territoires sous diverses échelles.

Il faudrait enfin ajouter que, sur un plan théorique, on observe que la pertinence de nombre de nouvelles notions paraît indiscutable à certains chercheurs et discutable ou, même, contestable à d'autres; mais aussi que ces notions et concepts ne sont plus présents uniquement dans les discours des spécialistes, des théoriciens ou chercheurs sur la ville. Ils s'affichent aussi chez les élus, les techniciens, les praticiens et, dans certains cas, chez les

usagers actifs (membres d'associations de quartiers, de transports en commun, de groupes de pression mobilisés sur telle ou telle question).

Le déplacement des notions

Actuellement nous pouvons considérer comme acquis ce qui apparaissait comme hypothèse il y a seulement quelques années: concernant l'urbain, il y a "déplacement des notions de lieu et de qualité". Ces déplacements correspondent d'ailleurs à des périodes identifiables. Ainsi, en fonction des préoccupations exprimées, nous avons vu surgir des thématiques à caractère plutôt social, économique, technique et culturel (le chômage, les transports, la vie sociale, la sécurité, la démocratie, l'écologie, l'environnement, l'exclusion, etc.), thématiques qui en ont supplanté d'autres plus "fonctionnelles" (implantation des activités, modes de vie, espaces péri-urbains, etc.).

Ainsi depuis une vingtaine d'années nous assistons à un renouvellement des thématiques opérationnelles. Ces thématiques spécifiques ou adaptées au projet, ont vu le jour dans le discours des diverses disciplines engagées sur le terrain (surtout chez les sociologues et les géographes) mais aussi chez des architectes, des urbanistes et d'autres acteurs de la ville. Ainsi la question des limites, la fragmentation, la mixité, la mobilité, la densité, etc., sont devenus des termes courants pour faire, pour défendre et, parfois, pour légitimer des projets urbains, ici ou là.

Enfin, les discours sur la mondialisation et la globalisation, discours éminemment économiques et politiques, ont aussi émigré, pour le meilleur et pour le pire, il faut le dire, dans le champ de l'urbain, de la ville et de l'urbanisme, mettant l'accent sur les mutations du paradigme social et spatial, et re-posant, en fait, la question des modèles de référence dont de récentes recherches historiques explorent la genèse.¹

Mais devant l'évolution des territoires de la ville le travail de l'urbaniste doit être une démarche, un processus relevant d'une stratégie, impliquant plusieurs acteurs; et le

degré d'innovation en dépend alors. La forme proposée est aussi "une réponse à la demande sociale" (M. Corajoud) et non pas le fruit d'une démarche formaliste.

En suivant certains travaux de recherches récents² on s'aperçoit que des approches aussi différentes peuvent s'articuler et, en tout cas, être complémentaires et pas forcément opposées en estimant qu'on ne peut plus penser la ville "en termes de surfaces mais en termes de réseaux", et que, de fait, les démarches concrètes d'urbanisation, sont inéluctablement inadaptées aux dynamiques qui se dessinent et qui refusent l'acception traditionnelle du terme "ville compacte" ou "ville constituée".

Crise et mutation

On ne peut, par ailleurs, manquer de constater deux choses : d'abord que du côté de nombre d'urbanistes des hypothèses de travail, appuyées sur des approches plutôt empiriques, sont souvent devenues des vérités premières ; ensuite que des concepts économiques et les potentialités et les performances technologiques ont été considérés comme des données valables pour toute ville, indépendamment de sa situation, de son contexte et de sa place dans les aires géographiques plus vastes.

Ainsi, des notions spatiales sont souvent confondues, parfois sans discernement, avec des notions culturelles, sociales, anthropologiques et économiques comme la mobilité, la centralité, la communication, la multipolarité, la dispersion, l'identité... La globalisation et la mondialisation sont devenues des prétextes à l'abandon de la précision concernant les évolutions plurielles des phénomènes urbains, au profit de généralisations abusives, où conditions matérielles et immatérielles s'entremêlent sans hiérarchie ni distinction.

S'il est indiscutable que ces approches posent des questions épistémologiques, mais aussi fortement idéologiques, il est difficile aussi, et depuis longtemps, de nier les "mutations"³ qui ne peuvent plus s'apparenter à de simples crises du phénomène urbain.

1 Après la période des années '60 et '70 marquée par les travaux de Fr. Choay et la distinction entre "urbanisme progressiste" et "urbanisme culturaliste".

2 Cf. les conclusions de l'action "La ville émergente", et de B. Fortier "Un urbanisme sans projet", *Urbanisme*, no 300, où, à propos de la publication de l'ADEF *L'Aménagement en question*, (s.l.d. Cl. Martinand, J. Landrieu), rappelle "la nécessité de distinguer, dans un 'projet' qu'il faudrait désormais très largement déconnecter des opérations qu'il comporte, l'essentiel et l'accessoire".

3 Il n'est pas inutile de rappeler que la notion de mutation provient de la biologie et de la botanique et signifie "modification génétique brusque et permanente". C'est à cette acception du terme qu'on fait référence habituellement (A. Rey). Concernant l'urbain, on peut alors s'interroger sur son utilisation aujourd'hui.

Or, il est tout aussi évident que les problématiques ne peuvent plus se confiner dans ce faux dilemme crise ou mutation. Comme tout phénomène de civilisation, l'urbain est fait, simultanément, de crises et de mutations, de continuités et de ruptures. C'est cette simultanéité de situations opposées qui justifie la notion de complexité telle que nous l'entendons ici. Ainsi, au-delà des constats sur l'état des villes, on peut avancer qu'il y a un déficit de connaissance concernant la matérialité des processus, la manière concrète dont les projets se conçoivent, se mettent en place et se réalisent, avec ou sans *a priori* sur les notions de crise ou de mutation.

L'environnement dans le développement urbain

Venons maintenant sur la question de développement urbain en rapport à celle de l'environnement. C'est évident que la notion de "développement durable" s'imbrique dans la notion de développement urbain.

Mais curieusement malgré le fait que le phénomène urbain est aujourd'hui un phénomène à l'échelle du globe, le développement urbain n'a pas fait partie des problématiques affichées à Rio de Janeiro en 1992 - c'était la première rencontre sur le développement durable - ni même de Johannesburg, en 2002. *L'urbain ne constitue pas un objet de discussion.* Et cela renforce l'idée que l'architecture et l'urbanisme ne peuvent pas traiter de cette question sérieuse de manière auto-suffisante.

Ceci dit, en France dans la loi "Solidarité, Renouvellement Urbain" (SRU), par exemple, loi qui régit les questions urbaines aujourd'hui, la notion de "ville durable", et de "territoires, durables" est évoquée pour lutter contre "la consommation urbaine, à travers la planification et l'aménagement du territoire, dans une quête d'équilibre entre vie urbaine et rurale, en respectant les objectifs du développement durable." (citation de la loi SRU).

Ajoutons aussi qu'au sommet de Johannesburg a prévalu la position que le développement urbain durable était assuré par des concentrations denses et c'est cette même position que l'Union européenne prône également par "la ville compacte", par la défense de "la mixité fonctionnelle et sociale dans les usages du sol, et la densification du bâti contre l'éparpillement résidentiel, la reconquête des espaces publics, le renforcement des dessertes de transports publics", etc. Par conséquent, une position s'impose: l'urbanisme et l'architecture sont appelés

à œuvrer contre l'éparpillement urbain quand par ailleurs dans l'écrasante majorité des villes sur tout le globe c'est le phénomène inverse qu'on observe.

La première question que j'aimerais donc soulever ici, à propos de l'environnement et le phénomène urbain est si pour l'urbanisation du futur et en matière de territoire, *le développement durable signifie-t-il une lutte contre la consommation de l'espace, une lutte contre la ville dispersée, contre l'éparpillement?* Dans ce cas, il s'agit de lutter contre la tendance dominante visible en Europe, en Asie, aux Amériques. Autrement dit, puisque le débat centre / périphérie est visiblement dépassé, s'agit-il de lutter pour la ville compacte dense? C'est-à-dire, pour la mixité fonctionnelle et sociale, la densification du bâti, la limitation de l'éparpillement résidentiel, la densification des réseaux de transports en commun. Auquel cas, cela signifie aller à contre-courant non seulement des tendances actuelles, mais aussi des théories et des pratiques urbaines de la dispersion.

La deuxième question que je poserais est plus technique: la nécessité d'observer les pratiques qui résultent des dispositifs réglementaires et qui se réfèrent au développement durable. Ainsi se pose la question: en matière de développement urbain *peut-on considérer le développement durable comme un concept opératoire?*

Là aussi les positions des architectes urbanistes divergent et les pratiques aussi dans la mesure où le point de vue que le développement urbain durable est avant tout une affaire politique et non pas de pratique scientifique ou professionnelle, prime!

Enfin, la troisième question que j'aimerais soulever concerne la pratique architecturale. En effet, en France et en Allemagne les trois dernières années on a établi pour l'architecture le label de la "Haute Qualité Environnementale" (HQE) qui touche l'échelle du bâti. Les 4 pôles pris en compte pour qu'un bâtiment réponde à la "Haute qualité environnementale" sont: *l'éco-construction, l'éco-gestion, la santé et enfin, le confort.* Or, là aussi, ce changement de relation entre le cadre bâti et la nature, renouvelle fondamentalement le projet d'établissement de l'homme. Cette façon de penser et de faire l'architecture, mais aussi la ville, n'est pas un simple apport technologique, mais "il invite à de nouvelles procédures architecturales, susceptibles de faire évoluer l'acte architectural et ses conventions culturelles." Alors, *quelles seraient ces nouvelles procédures, et s'il s'agit d'une nouvelle éthique à instaurer en matière de conception, comment combler le décalage entre conception et construction courante?* On

sait en effet que les entreprises, notamment de construction, ne sont pas nécessairement enclines à répondre aux impératifs du développement durable ou à la préservation de la nature. Il ne s'agit pas d'envisager la question sous l'angle de l'expérimentation car il y a, bien évidemment, des constructions exemplaires où la HQE s'applique, mais il s'agit surtout de réfléchir si le développement durable peut devenir un opérateur concret dans la pratique, et comment.

Cette troisième question fort intéressante parce qu'elle touche à la pratique architecturale concrète sort du cadre de ce colloque et donc je ne vais pas l'affronter.

Je vais donc en terminant traiter les deux autres questions en commençant par la première: *est-ce que la notion de développement durable est une notion opératoire pour l'environnement urbain du futur?* (Il faut remarquer que "sustainable" c'est autre chose que durable et c'est plutôt l'acceptation anglaise du terme qui est empruntée ici).

Là les positions se partagent chez les urbanistes.

Ainsi on relève trois tendances qui se dessinent aujourd'hui: ceux pour qui le développement durable est une affaire acquise. Puis la position du mouvement écologique, qui considère qu'il s'agit d'une lutte à mener en matière politique et technologique. Et enfin une troisième tendance, qui rejette la "notion" de développement durable parce qu'elle a une connotation économiciste.

Ce qui est évident est qu'en matière d'environnement urbain on peut retenir comme caractéristique principale du développement durable, le fait de chercher à traiter les problèmes sous trois dimensions conjointes: sociale, économique et environnementale. Ceci se traduit pour des urbanistes à faire de la "couture" urbaine, ne pas partager la ville, avoir à la fois une vision quantitative et qualitative; ce qui, avec une volonté stratégique forte, a pu donner quelques projets urbains de qualité.

Il est clair que dans l'interrogation comment traiter l'environnement urbain il y a la présence implicite de la notion de développement durable, d'une forme "d'humanisme", une croyance dans les possibilités de la négociation, du dialogue. La nécessité de se positionner par rapport aux questions que se posent quotidiennement des citoyens, les moyens de gérer la vie en société, la question de pratiques démocratiques d'urbanisation se posent alors.

Le fait est que pour certains urbanistes s'opère, une nouvelle mise en perspective des savoirs. Comme disent

certain chercheurs de l'urbain, nous sommes, sans doute pour la première fois, "otage de notre avenir" et que le travail théorique à fournir n'est plus forcément de projeter celui-ci mais plutôt de voir "comment y aller". Il s'agit donc d'avoir un questionnement éthique: interroger ce qui est à l'œuvre, voir ce qu'il déclenche, l'orienter, et prendre position.

A travers toutes ces positions, on peut aussi remarquer qu'en matière de réflexion sur environnement et le phénomène urbain il y aurait actuellement une substitution du terme *progrès* (terme qui régnait en urbanisme jusqu'aux années 1970) par le terme *développement*. Si l'idée d'un progrès "constant", un progrès qui s'auto-annule pour indéfiniment en créer un nouveau, n'est plus opérant, il serait par contre plus pertinent de penser aujourd'hui à un rétablissement de la justice, à un traitement du projet, à *partir du développement durable*. Ce qui n'évacue pas l'enjeu stratégique, la question du projet politique.

Venons maintenant à la deuxième thématique:

L'environnement et le développement durable contre l'éparpillement urbain.

Il faut rappeler que dès le premier Congrès International des Villes qui s'est tenu à Gand en 1913, la question de l'éparpillement de la ville était déjà posée, c'est-à-dire, celle du rapport entre les citadins et la nature. Et à ce moment déjà, on avait conscience d'une "cause perdue": l'utilisation de l'automobile était destinée à une croissance énorme, le désir de maisons individuelles grandissait, le modèle des cités jardins se développait, etc. Aujourd'hui, selon Bernardo Secchi 65% de citadins vivent dans la "ville diffuse", et une inversion de la tendance, sur la base idéologique du développement durable, est inconcevable.

Contre cet éparpillement on pose l'objectif de "mixité sociale" qui serait l'apanage et l'avantage de la ville dense. Or certains historiens de la ville et d'urbanistes aujourd'hui avancent qu'il n'y a jamais eu de mixité urbaine "réussie" dans aucune ville du monde, et il ne s'agirait que d'un mythe politique, de gauche comme de droite, dont les gens ne veulent pas. Les mêmes considèrent alors que le rapport entre les hommes doit être posé en d'autres termes, celui de l'habitabilité du monde, et de la construction des règles de communauté. La mixité fondamentale de la ville dense serait celle des activités, et non des personnes.

Or ici aussi la réalité dit autre chose: il y a la multiplication des "villes privées", des enclaves privatisées et c'est là où on trouve les lieux où l'architecture écologique, l'urbanisme vert, sont les plus présents. Peut-on alors parler

d'un "urbanisme de la décence", comme certains l'ont fait? Un urbanisme qui serait l'offre d'un *strict minimum d'habitabilité et d'urbanité* dans les conditions actuelles d'inégalités sociales, économiques et culturelles, à l'échelle mondiale, et qui n'a pas à porter l'étiquette de "développement durable", alors qu'il ne s'agit que de dignité et de bon sens?

Pour d'autres urbanistes mais aussi hommes politiques – et je parle surtout du côté des pays de l'Europe des quinze – le vrai problème qui se pose est celui de la ville/territoire, en tant que phénomène en expansion, qui est peu ou mal pris en compte. Car tous les professionnels continuent à travailler sur la ville constituée quand les théoriciens constatent que la ville dispersée domine. Les schémas directeurs d'urbanisme ne mentionnent que du blanc, du vide, autour des activités, et les aires urbanisées alors que la campagne fait aujourd'hui partie intégrante du paysage urbain.

C'est pourquoi une des questions essentielles est de définir ce qu'est la ville-territoire et comment y «vivre ensemble», au delà de la simple mixité sociale – et peu importe disent certains si ce questionnement s'appelle développement durable, ou pas.

En effet on constate en Europe même aujourd'hui que les couches moyennes et les couches défavorisées de la société sont en désaccord croissant, et que la ville dispersée renforce cet état des choses.

Or, il y aurait selon certains urbanistes d'autres manières d'envisager le rapport à la nature, qui permettent de penser une ville moins dense que les centres historiques, mais aussi moins éparpillée que la "ville diffuse" pour penser la proximité de la nature, qui renvoie à l'intégration de la campagne dans la pensée urbaine. Il y a en effet une possibilité d'*approche fractale* de la ville: celle-ci permettrait d'aborder la complexité de la ville, ou encore, une certaine "autonomie" des parties de la ville qui ne serait pas issue de l'éparpillement, mais plutôt de l'augmentation des échelles ou de la complexité. Ce serait une manière de se confronter à la question de la forme, en dehors de celle induite par la question de la densité.

Enfin à côté de la notion d'environnement s'ajoute la notion de paysage.

On peut en effet constater que la notion de paysage serve de première étape pour que l'on s'interroge sur la question de l'environnement. En effet aujourd'hui partout du côté des urbanistes et paysagistes le paysage tient une place esthétique majeure. Mais peut-être il faudrait changer le volet paysager en volet environnemental. Ce qui signifie

une autre formation de l'architecte-urbaniste-paysagiste mais aussi d'autres dispositifs réglementaires et législatifs pour faire la ville.

En bref on constate un nouveau rapport à la nature de la ville étalée, et il y a la volonté de rendre les villes plus "vertes". Et là on peut voir trois raisons: Esthétique, d'abord: on décèle chez les architectes contemporains une fascination pour le végétal et un goût pour le camouflage, qui donne un nouveau rôle à la végétation; technique ensuite, car les plantations, en toitures notamment, permettent une meilleure gestion de l'eau; et idéologique enfin, comme un slogan pour afficher sa bonne volonté mais sans en maîtriser réellement les moyens.

Mais rendre la ville plus "verte" répond-il à la question environnementale? Ce n'est pas tout simplement déplacer le problème ailleurs, dans des territoires où on exporte la pollution et les industries "indésirables"?

Mais dans ce débat "environnement"-ville dispersé ou ville dense il y a un autre paramètre qu'il ne faut pas minimiser. A côté des paramètres techniques (par exemple la production de CO² et de pollution par la voiture et du traitement des ordures) la vraie question qui se pose entre la ville dispersée et la ville dense est de savoir dans quelle mesure *la ville dispersée est capable de produire une nouvelle culture démocratique.*

On peut en effet se demander comment l'enfermement, l'individualisme, le "chacun chez soi" et l'absence de mixité créeront de la culture démocratique.

Dans la ville dense, en tout cas, la mixité est évidente et le conflit est possible, c'est pourquoi la démocratie a sans doute plus de chance de s'y développer.

Ainsi la question environnementale et les différents modèles urbains qu'elles suscite pose la question aussi des pratiques démocratiques.

Car souvenons-nous des paroles de Leroy Gourhan : l'espèce humaine ne transmet pas que des gènes, mais aussi de la culture - langage, outil, objet. La ville est aussi culture, un phénomène artificiel et, sans défendre pour autant le modèle de la ville dense européenne classique, on peut parler de la dispersion "négative" qui s'oppose à la démocratie, aidée en cela par la technologie.

C'est pourquoi il faut insister sur l'importance de définir une stratégie politique, dans le sens non seulement de la démocratie, de la participation quotidienne - qui est le thème habituel du développement durable - mais surtout d'une "démocratie de la nature", qui doit se produire dans un espace forcément urbain.

Pour terminer on peut noter que concernant le rapport de l'environnement et le développement urbain cinq enjeux ont été mis prioritairement comme axes pour la ville du futur. Ces enjeux on les rencontre en ces termes ou autrement dans plusieurs pays européens:

- 1- la forme urbaine, comme facteur du renouvellement. Mais de quelle forme s'agit-il? Celle de la ville italienne héritage de la Renaissance, ou celle de la ville américaine héritière de la colonisation? Et comment "fondre" ces deux formes antithétiques quand c'est le modèle de la ville américaine qui l'emporte?
- 2 - une ville sans déchet;
- 3 - l'économie d'énergie - question dont s'occupe la technique;
- 4 - la re-naturalisation des villes;
- 5 - la mobilité durable;
- 6 - le patrimoine.

C'est à travers ces cinq enjeux qu'on définit la "ville durable" dont parle Herbert Girardet et dont "le levier essentiel de cette prise de conscience est l'enjeu environnemental".

Mais c'est à travers une démarche et une pratique démocratiques que tout ces enjeux peuvent prendre leur véritable signification.

C'est par l'articulation de ces enjeux avec la spécificité de son travail "donner formes aux territoires"- que l'urbaniste-architecte peut affronter la question de la ville du futur, non plus la ville *du* développement mais la ville *en* développement.

Et cela il ne pourra jamais le faire seul mais travaillant avec les autres disciplines.

Sans prétendre à une quelconque exhaustivité, comment pourrait-on résumer les nouveaux défis? Aujourd'hui d'une part les formulations se sont renouvelées et d'autres part de nouvelles questions ont surgis. Voici certaines parmi elles que j'ai développé plus haut:

- la question de l'échelle liée à celle de la métropolisation,
- la question des centralités multiples dont la différenciation du centre et de la périphérie n'est qu'un des aspects,
- la question du temps social, c'est à dire le temps qui scande ou qui règle la vie des groupes sociaux dans l'espace,

- la question de la diachronie c'est-à-dire la ville dans le temps, de la stratification, mais aussi de la synchronie, en d'autres termes la question des temporalités,
- la question de la mobilité. Dans les deux dernières questions le projet urbain paraît, en quelque sorte être un projet de maîtrise du temps,
- la question des stratégies des acteurs.
- Enfin la question du "bien-être", du "bien vivre" pour tous, dans un environnement où les questions techniques s'articulent aux questions sociales.

Le futur projet urbain, par rapport à la ville et le territoire, n'est plus une réponse ni par la négative (ce qu'on ne doit pas faire), ni par la positive (ce qu'on doit faire), mais *une démarche*: comment procéder pour dessiner le territoire. Le projet urbain est une démarche à réinventer à chaque fois à travers la stratégie conceptuelle de l'architecte (stratégie de projet) tributaire des autres paramètres.

En suivant Marcel Roncayolo on entend par "conception" la maîtrise intellectuelle et l'établissement d'un "rapport entre ce qui existe dans la société et ce qui existe dans l'espace".

Le projet urbain en tant que projet environnemental est un processus dont les paramètres s'imbriquent et s'articulent à travers l'action projectuelle. En ce sens le style d'un architecte ce n'est pas seulement la forme qu'il donne à un espace mais la démarche qu'il construit pour donner cette forme.

C'est pour toutes ces raisons que le projet urbain se pose comme une antithèse par rapport aux principes stricts du Mouvement Moderne et de l'urbanisme de planification.

Mais à partir de là, et puisqu'on a qualifié le projet urbain comme une démarche environnementale de nouveaux problèmes surgissent.

Le projet entre situations et tensions

Les différentes échelles des projets urbains dans lesquelles interviennent les architectes, paysagistes etc. posent des questions non seulement "techniques" et de compétence mais aussi de vision sur le devenir des territoires. La question du développement durable, question intimement liée à celle du territoire, n'est pas seulement une question économique ou sociale mais aussi une question sur les échelles d'intervention dans les territoires autant que des moyens d'intervention.

Le projet doit résoudre et exprimer en même temps d'une part des situations d'autre part des tensions. Et je

dis bien situations et non pas contexte, car la lisibilité spatiale et sociale, fonctionnelle et symbolique ne sont plus évidentes. Et chaque situation ne correspond plus à des modèles urbains préétablis (comme par exemple “La ville contemporaine de 3.000.000 d’habitants de Le Corbusier”, ou “La Cité industrielle” de Tony Garnier) et à chaque fois il faut déchiffrer la situation qui prévaut à chaque lieu et territoire. *Il y a certes de types mais, en matière de projet urbain, les modèles sont morts.*

Aussi bien dans sa représentation que dans sa réalisation, le projet n’est pas, ne doit pas être, un ensemble des “lignes” gratuites, arbitraires. Il exprime des stratégies de développement, implicitement ou explicitement, stratégies liées à des options économiques, vision sur l’histoire de la ville, des prises en compte, ou pas, des situations existantes, des dynamiques qui se dessinent etc.

Pour la longue durée chaque projet n’exprime que des potentialités. En ce sens l’échelle territoriale du futur possède non pas une forme mais des formes en relation avec les options de développement.

Le projet est un pari raisonné. Il demande de la rigueur quant à la manipulation des éléments analytiques mais c’est un pari par rapport à la réussite dans le temps. On pourrait parler de travail de scénario où on compose avec les mêmes paramètres mais on teste des situations différentes. Et la notion de scénario exclut la définition d’un modèle mais nécessite une stratégie et le travail interdisciplinaire.

Le travail que les architectes doivent faire dans leur autonomie mais aussi avec les autres acteurs, techniciens et champs du savoir et, à l’inverse, le travail des autres acteurs et disciplines pour comprendre la signification de la forme – est immense. Voilà un des défis de l’urbanisme contemporain.